Burundi : Appel à une rencontre entre le chef de l'Etat et l'opposition

@rib News, 01/02/2011 â€“ Source XinhuaLe parti pour la promotion des masses laborieuses dirigÃ© par une dame a demandÃ© une rencontre entre le prÃ©sident burundais et les reprÃ©sentants des partis de l'opposition extraâ€“parlementaire regroupÃ©s au sein de l'ADC-Ikibiri, au cours d'une rencontre tenue mardi par le ministre de l'IntÃ©rieur Ã l'intention des partis politiques agrÃ©Ã©s au Burundi.Â«Â L'Alliance des DÃ©mocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri) a toujours demandÃ© Ã rencontrer le chef de l'Etat. Ne faudrait-il pas qu'il y ait cette rencontre pour que les burundais retrouvent dÃ©finitivement la paixÂ ?Â Â», a demandÃ© sous forme de plaidoyer pour cette alliance et pour la paix Mme Patricie Ndayizeye, prÃ©sident dudit parti.
Le ministre de l'IntÃ©rieur a compris la demande formulÃ©e par le prÃ©sident de ce parti, et a donnÃ© son point de vue qui est allÃ© dans le sens opposÃ©.Â«Â La rencontre avec les partis politiques n'est pas un problÃ¨me pour le chef de l'Etat. Mais c'est impossible pour lui de rencontrer l'opposition regroupÃ© au sein d'une alliance qui n'est pas reconnue lÃ©galementÂ Â», a rÃ©torquÃ© le ministre Edouard Nduwimana.La rencontre de ce mardi a Ã©tÃ© boycottÃ©e par ces partis regroupÃ©s au sein l'ADC Ikibiri qui demande que soient vidÃ©es Ã haut niveau des questions de l'heure avant toute autre forme de rencontre, si ce n'est une rencontre avec le NumÃ©ro Un burundais.Ils disent que ces questions sont liÃ©es Ã l'insÃ©curitÃ© qui s'observent sur la quasi-totalitÃ© du territoire, au respect des droits de l'homme et au respect des principes de bonne gestion du TrÃ©sor public, des questions qu'ils trouvent qu'elles se sont aggravÃ©es depuis le scrutin du 24 mai 2010, date du dÃ©but du marathon Ã©lectoral de cinq autres jusqu'au mois de septembre 2010, marathon auquel les partis de l'ADC n'ont plus participÃ© depuis celui du 24 mai 2010 qu'ils ont accusÃ© de mascarade d'Ã©lection.La plupart des dirigeants de ces partis regroupÃ©s au sein de l'ADC-Ikibiri se sont exilÃ©s pour leur sÃ©curitÃ© depuis le mois de juin 2010. Il s'agit principalement d'Agathon Rwasa du parti FNL, de LÃ©onard Nyangoma du parti CNDD, dâ€™Alexis Sinduhije du parti MSD, d'Alice Nzomukunda du parti ADR et de Pascaline Kampayano du parti UPD, tous qui Ã©taient candidats de leurs partis respectifs Ã la prÃ©sidentielle du 28 juin 2010, scrutin auquel ils ont finalement renoncÃ© en consÃ©quence de celui du 24 mai de cette mÃªme annÃ©e.Une insÃ©curitÃ© permanente est observÃ©e depuis sur la quasi- totalitÃ© du territoire. Elle se caractÃ©rise par des attaques par des hommes Ã main armÃ©e souvent en uniforme contre des mÃ©nages ou des positions policiÃ¨res, des attaques Ã©galement contre du bÃ©tail et des plantations industrielles.Le pouvoir parle de grands bandits au moment ou beaucoup d'autres pensent Ã une rÃ©bellion qui serait en gestation avec Ã la tÃªte certains de ces hommes politiques en exil.